

# En Europe, des postes de police chinois clandestins

**INGÉRENCE** Selon le dernier rapport de l'ONG espagnole Safeguard Defenders, Pékin a établi 110 postes dans plusieurs pays européens et au Canada. Leur but: forcer de présumés criminels chinois de la diaspora à se livrer à la justice

STÉPHANE BUSSARD  
@StephaneBussard

Au milieu de restaurants chinois et de boutiques de vêtements, la bâtisse d'un étage ne paie pas de mine. Au cœur de Chinatown, le quartier chinois de la ville de Prato, en Toscane, elle exhibe un panneau sur lequel est écrit, en chinois et en italien: «Association culturelle de la communauté chinoise de Fujian en Italie». Prato abrite la plus grande communauté chinoise d'Italie, et le pays recense 330 000 ressortissants chinois. Le lieu semble inoffensif. Il sert pourtant, à en croire le dernier rapport intitulé «Patrol and persuade» de l'ONG madrilène Safeguard Defenders, de poste de police chinois pour traquer de possibles criminels chinois voire des dissidents vivant hors de Chine.

Le phénomène touche aussi d'autres pays européens comme la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la République tchèque, la Croatie, la Serbie, l'Espagne et la Roumanie. Le Canada est aussi concerné. Et la Suisse, a-t-elle de tels postes de police? Si, en 2015, elle a conclu à sa demande expresse un accord avec Pékin permettant à des agents de la sécurité chinoise d'interroger sur sol suisse des présumés Chinois, en situation irrégulière, pour un possible renvoi, Laura Harth, directrice de campagne auprès de Safeguard Defenders, le déclare: «Nous n'avons pas identifié de tels postes en Suisse. Mais je serais très surprise qu'il n'y en ait pas du tout.»

## Traque

Selon l'ONG (financé par l'UE et ses Etats membres) qui vient de publier son second rapport en deux mois sur la question, se référant à des documents chinois disponibles dans le domaine public, la Chine a établi 110 postes de police clandestins à l'étranger selon un programme dénommé «110 Overseas». Leur mission: traquer les ressortissants chinois, vivant à l'étranger, qui se seraient rendus coupables de fraude et d'activités criminelles par téléphone, sur internet et par des opérations d'hamçonnage; puis les contraindre à se livrer à la justice chinoise. Pour Pékin, le fléau est de vaste ampleur. En avril dernier, la police chinoise avait traité 394 000 cas liés à ce type de criminalité et arrêté 634 000 suspects.

Selon l'ONG, les activités des postes de police clandestins ont permis à la

Chine de rapatrier 230 000 ressortissants chinois. La méthode pour forcer ces «retours involontaires» consiste, selon Safeguard Defenders, à faire pression en Chine sur la famille d'un Chinois de l'étranger pour l'obliger à se livrer aux autorités chinoises. Parmi les pratiques utilisées: intimidation, emprisonnement de membres de la famille, privation d'écoles pour les enfants. Une nouvelle loi, entrée en vigueur le 1er décembre, prévoit que la Chine applique le principe de «pleine extraterritorialité» à des Chinois pour les fraudes aux télécommunications.

Laura Harth a témoigné la semaine dernière devant la Commission spéciale du Parlement européen sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'UE. Elle ne nie

## Selon l'ONG, les activités des postes de police clandestins ont permis à la Chine de rapatrier 230 000 ressortissants

pas qu'il y a un vrai problème de criminalité lié à ces activités en Chine: «Mais cela ne justifie en aucune manière les méthodes utilisées par Pékin.» Les postes de police chinois détectés en Europe semblent liés à des associations fournissant de vrais services aux Chinois de l'étranger. Mais, déplore Safeguard Defenders, ces lieux «sont de plus en plus cooptés par les organisations de front uni du Parti communiste qui cherche un contrôle accru de la diaspora chinoise».

Ces manières de procéder «contournent les mécanismes bilatéraux normaux de coopération policière et judiciaire, et ce faisant, sape l'Etat de droit et l'intégrité territoriale des pays tiers concernés», déplore l'ONG.

## Fort lien avec l'Italie

Le mois dernier, la Chine a déclaré que ces activités étaient désormais terminées. «Ce n'est pas le cas, précise Laura Harth, nombre de postes de police continuent leur travail.» En Italie, qui recense le plus grand nombre de tels bureaux (11) dans les villes de Rome, Venise, Prato, Bolzano et Florence, la nouvelle a surpris jusqu'au gouvernement. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantadosi a ouvert une enquête pour en savoir plus et n'exclut pas des sanctions en cas «d'irrégularités». A

Milan, la présence chinoise est forte en raison des besoins de l'industrie textile notamment. Nombre de vols relient la capitale lombarde à Wuhan. C'est l'une des raisons pour lesquelles le nord de l'Italie a été l'une des premières régions touchées par le Covid-19, apparu pour la première fois à Wuhan.

Le cas italien est complexe. Depuis 2015, Rome et Pékin ont conclu plusieurs accords de coopération pour des patrouilles de police conjointes. Mais les postes de police épinglés par l'ONG n'entrent pas dans ce cadre, selon elle. «Est-ce que le gouvernement italien était au courant de ces postes et a-t-il donné son accord? Je ne le pense pas, explique Laura Harth. Mais il faut reconnaître qu'il a mis du temps à réagir. Cela contraste avec la Nouvelle-Zélande qui n'a mis qu'un jour avant d'ouvrir une enquête sur un poste de police chinois établi sur son territoire.»

Se confiant à l'agence de presse italienne AGI, le professeur et sinologue de l'Université de l'Insubrie, Daniele Brigadoi Cologne, avertit qu'il ne faut pas confondre ce qui se fait légalement dans le cadre de l'accord bilatéral Italie-Chine et d'éventuelles pratiques illégales de postes clandestins. Il ajoute: «Ce ne sont pas des centres clandestins. Ces postes ont été créés à partir de 2010, date à laquelle l'Etat chinois a changé sa politique envers la diaspora avec laquelle il menait, jusque-là, une politique de non-interférence. La nouvelle politique met en revanche au centre de toute initiative le rêve chinois de refondation nationale dont font partie aussi les Chinois de l'étranger.»

Au Canada, le gouvernement a ouvert à son tour des enquêtes sur de telles structures, en particulier à Toronto, où réside une forte communauté chinoise. Le premier ministre canadien Justin Trudeau a mis en garde la Chine qui se livre à des «jeux agressifs» avec les démocraties et les institutions canadiennes.

En Allemagne, deux postes de police chinois ont été identifiés, selon le gouvernement fédéral. Ils sont «gérés, selon Berlin, par des personnes privées de la diaspora chinoise, originaires de régions d'émigration classiques. (...) Les autorités chinoises ne disposent d'aucun pouvoir exécutif sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne», selon Berlin. Quant aux deux postes recensés en République tchèque, le ministre des affaires étrangères Jan Lipavsky a déclaré: «J'en ai discuté avec l'ambassadeur chinois cette semaine et il m'a assuré que ceux de la République tchèque ont été fermés.» Face à la multitude de cas, Laura Harth conclut: «J'espère que les démocraties vont coordonner leurs efforts pour contrer ces pratiques.» ■

# Les électrons libres de La France insoumise

**PARTIS** Le torchon brûle après la révélation de la nouvelle direction du parti de Jean-Luc Mélenchon qui exclut de nombreuses personnalités, dont les populaires François Ruffin et Clémentine Autain

PAUL ACKERMANN, PARIS  
@paulac

La France insoumise a deux électrons libres qui commencent à prendre beaucoup de lumière. Et cette lumière, ils la projettent de manière problématique pour le parti sur son fonctionnement en cercle fermé. Les députés Clémentine Autain et François Ruffin sortaient déjà du lot par leur retenue dans la défense d'Adrien Quatennens, cet héritier de Jean-Luc Mélenchon en retrait depuis qu'ont été révélées ses violences conjugales. Autain et Ruffin sont aussi et surtout ceux qui peuvent se targuer d'un profil médiatique qui leur garantit notoriété et popularité. François Ruffin, réalisateur de documentaires remarqués, est même la personnalité politique dont la popularité progresse le plus en France selon le dernier baromètre du *Figaro*. Il passe désormais devant Jean-Luc Mélenchon dans ce classement. «La nouvelle stratégie de l'ancien trublion de l'Assemblée nationale semble porter ses fruits, analyse *Le Figaro*. Se qualifiant de social-démocrate, refusant désormais de hurler dans l'hémicycle, François Ruffin est davantage apprécié, même au sein des sympathisants d'extrême gauche.» L'ancienne communiste Clémentine Autain est la seule autre personnalité du parti qui suit la même courbe.

Ce n'est donc pas un hasard si ce sont leurs critiques qui ont le plus marqué le déchirement de La France insoumise depuis la révélation de la nouvelle direction du parti ce week-end. Manuel Bompard, autre héritier désigné (et très proche) de Jean-Luc Mélenchon, beaucoup moins populaire, s'apprête à prendre la tête du mouvement entouré des troupes les plus fidèles au leader. La première version de l'organigramme de cette future «coordination», qui doit être officiellement nommée dans les jours qui viennent pour un an, a été dévoilée samedi à l'issue d'une «assemblée représentative» de 160 adhérents. Plusieurs grandes figures du parti n'avaient pas été invitées, comme les députés Alexis Corbière ou Eric Coquerel ainsi que nos fameux François Ruffin et Clémentine Autain.

La création d'un conseil politique a également été annoncée à cette occasion. Mais ce lieu de débat à la fonction consultative est vu comme «un machin pour faire diversion» par les poids lourds exclus de la direction opérationnelle.

«Alors que le moment appelle pour LFI à la cohésion et l'ouverture, la direction choisit la fermeture et le verrouillage», a réagi Clémentine Autain auprès de l'AFP. *Libération* a embrayé en lui consacrant sa une ce lundi. Un geste critiqué par Jean-Luc Mélenchon lui-même. Dans le dossier du quotidien de gauche, Autain accuse La France insoumise de se diriger vers un organigramme «choisi par cooptation», un

«repli» et un «verrouillage» assumés «de façon brutale». François Ruffin a quant à lui décrit sur LCI une désignation sans élection qui se fait «au consensus d'un petit groupe qui se met d'accord avec lui-même». «Je pensais que j'allais être tout seul sur le banc de touche et finalement je vois que c'est la moitié de l'équipe qui reste au vestiaire et qui est exclue», plaignante-t-il.

## «Alors que le moment appelle pour LFI à la cohésion et l'ouverture, la direction choisit la fermeture et le verrouillage»

CLÉMENTINE AUTAIN, DÉPUTÉE LFI

Selon *Politico*, «dans un parti qui a l'habitude de régler ses affaires en famille, le grand déballeage auquel on assiste ces dernières heures au sein de La France insoumise a quelque chose d'inédit». Alors que le manque de démocratie interne plonge une fois de plus LFI dans la crise et que les autres partis de l'alliance de gauche élisent leurs chefs, comme les écologistes qui ont choisi leur nouvelle patronne la semaine dernière ou les socialistes qui doivent se prononcer au Congrès du 25 janvier à Marseille, Manuel Bompard dit continuer de préférer le «consensus» pour éviter «l'affrontement entre une majorité et des minorités». C'est mal parti... ■

# Comment l'Iran se redécouvre face aux mollahs

**MANIFESTATIONS** Le clergé iranien a toujours divisé pour mieux régner. Une stratégie mise en échec par l'union inédite entre la majorité chiite et les minorités ethniques et religieuses

SOPHIE WOELDGEN  
@SophieWoeldgen

«Les mollahs ont ignoré l'identité perse et iranienne pendant des années. Ils ont instrumentalisé le chiisme en nous faisant croire que les Kurdes étaient des indépendantistes et les Bahaïs, des espions à la solde d'Israël. Sur les vidéos, c'est la première fois que l'on voit des turcophones d'Iran chanter des slogans en faveur des Kurdes ou des Baloutches, et vice versa!»

Les propos de Tara, une jeune mère de famille de Téhéran, qui s'exprime par un appel crypté, mettent en lumière un phénomène nouveau. Alors que la répression ne fait que s'intensifier, l'Iran ayant exécuté en public lundi un deuxième jeune

homme condamné en lien avec les manifestations qui secouent le pays depuis trois mois, il existe, en de nombreux endroits, une union entre la majorité chiite – religion officielle d'Iran à laquelle 89 % de la population appartient officiellement – et les minorités. Outre le sunnisme, qui représenterait encore 10 % de la population, les autres confessions du pays (zoroastrisme, christianisme, judaïsme, etc.) représenteraient 1 % des habitants. Si leur nombre se réduit d'année en année, la participation de minorités, notamment kurdes, ne passe pas inaperçue. «On nous a toujours dit de craindre les indépendantistes, mais aujourd'hui, on voit bien qu'ils se sentent appartenir au pays. Un pays dont l'histoire est rejetée par ses dirigeants qui prétendent que l'Iran a commencé avec l'islam! », s'indigne Tara.

## Un mouvement moderne

«Ce mouvement est particulièrement moderne: nous n'avons pas entendu un

seul slogan religieux», relève Mahnaz Shirali, sociologue et politologue iranienne. Pour cette directrice d'études à l'Institut de science et de théologie des religions de Paris, «la haine envers les religieux est telle – même les croyants ne croient plus! – que la République islamique a scié la branche sur laquelle elle est assise.» Ce rejet s'exprime, selon l'artiste et militante Shiva Khosravi, de deux manières:

## «La haine envers les religieux est telle que la République islamique a scié la branche sur laquelle elle est assise»

MAHNAZ SHIRALI, DIRECTRICE D'ÉTUDES À L'INSTITUT DE SCIENCE ET DE THÉOLOGIE DES RELIGIONS DE PARIS

«Les jeunes se détournent et n'ont plus foi en Dieu». Quant à leurs aînés, certains «se convertissent au christianisme. Moi je n'ai pas de religion. Mais la génération avant moi pense qu'il faut croire en quelque chose pour vivre», explique cette Iranienne qui vit à Genève. Une initiative personnelle extrêmement risquée au vu de l'interprétation que le régime iranien fait de la charia. «N'importe qui est autorisé à vous tuer si vous êtes chiite et décidez de changer de confession», précise la sociologue Mahnaz Shirali.

Dans cette vague de répression, le régime n'épargne pas les minorités, comme le raconte par téléphone Lermik, une chrétienne d'Iran dont la mère est arménienne. «Une femme de ma communauté a été arrêtée pour avoir été prise en photo en passant à côté d'une manifestation, alors qu'elle sortait d'un centre commercial. Après quarante jours sans nouvelles, notre église est parvenue à la localiser et à la faire libérer. Elle avait les deux poignets cassés et n'a pas parlé

pendant un mois, tant elle était traumatisée», raconte Lermik. Postée devant l'EPFL lors d'un rassemblement de soutien à la révolte, une chercheuse iranienne issue de la communauté bahaïe affirmait récemment que «nos autorités religieuses nous demandent de garder le silence afin de ne pas aggraver la répression envers les personnes restées au pays.»

Mis à rude épreuve par la détermination des protestataires, le régime de la République islamique continue d'instrumentaliser les différences entre communautés pour mieux les mater. «Ce ne sont jamais les forces de sécurité locales qui répriment les manifestations dans ma ville. Ils envoient les chiites dans les idéologues», rapporte Jiyar au rassemblement de l'EPFL. Dans plusieurs vidéos, on peut entendre des hommes parlant arabe réprimer des Iraniens. «Il est possible que ce soient des combattants du Hezbollah libanais», suppose Jiyar. Un soutien qui ne change rien à la force de la mobilisation nationale. ■